

Reçu en préfecture le 10/12/2019

Affiché le 10/12/2019



ID: 082-228200010-20191016-CD20191016_22-DE

Compte-rendu d'exercice de la délégation octroyée à M.le président pour les actions en justice Réunion décision modificative du 16 octobre 2019 ANNEXE

ETAT DES CONTENTIEUX AYANT FAIT L'OBJET D'UNE ACTION OU D'UNE DECISION DEPUIS LA REUNION "COMPTE ADMINISTRATIF" DU 26 JUIN 2019

Reçu en préfecture le 10/12/2019

Affiché le 10/12/2019



ID: 082-228200010-20191016-CD20191016_22-DE

Préambule

Sous le vocable contentieux, sont répertoriées les affaires qui ont donné lieu à la saisine d'une juridiction pour le règlement d'un litige mettant en cause la personne publique et/ ou l'activité administrative. Ne sont pas répertoriés les recours gracieux (réclamation adressée directement à l'administration), les recours hiérarchiques et les recours administratifs obligatoires qui sont des préalables à l'action contentieuse.

Par essence, les contentieux vont concerner, au principal, la juridiction administrative de droit commun (Tribunal administratif, Cour Administrative d'Appel et Conseil d'Etat) qui dispose d'une compétence exclusive pour connaître des recours en annulation et en réformation des actes des autorités publiques.

En matière sociale, les juridictions administratives spécialisées (Commission départementale et commission centrale de l'aide sociale, Tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale, Cour nationale de la tarification sanitaire et sociale) ont été supprimées. A compter du 1er janvier 2019, en application de la loi du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du 21e siècle, le contentieux anciennement dévolu aux commissions d'aide sociale est réparti entre le Tribunal de Grande Instance et le tribunal administratif. A noter que les jugements rendus en matière de revenu de solidarité active peuvent seulement faire l'objet d'un pourvoi en cassation, la voie de l'appel (cour administrative d'appel) ayant été supprimée.

La classification des contentieux repose sur les deux types de recours exercés devant le juge administratif : le contentieux de "l'excès de pouvoir" (contentieux de l'annulation de la décision administrative) et le "contentieux de pleine juridiction" (responsabilité, droit du contrat, condamnation pécuniaire). Aucun déféré préfectoral relevant du contentieux de l'excès de pouvoir n'est recensé.

Les matières relevant par nature du juge judiciaire sont constituées des litiges relatifs à la protection de la propriété privée, à la gestion du domaine privé, à l'état et à la capacité des personnes (sauf textes contraires). A ce titre, il appartient au juge civil de connaître de la répartition entre obligés alimentaires de leur contribution à l'aide sociale.

Reçu en préfecture le 10/12/2019

Affiché le 10/12/2019



			ID: 082-228200010-20191016-CD201910		
Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° tribunal	N° ordre	
– Contentieux des interventions financières					
Ville de Montauban 6 août 2018	Contentieux du recouvrement des créances : Centre universitaire (bâtiment arts appliqués)	° <i>Tribunal Administratif</i> : 5 juin 2018 : jugement de rejet de la requête de la commune en annulation du titre exécutoire départemental	15-3720		
	Action en contestation du titre d'un montant de 419 235 € représentatif de la participation communale à la construction du bâtiment « Arts appliqués ».	° Cour administrative d'appel : 6 août 2018 : requête en appel de la commune Mémoire en défense du Département du 27 juin 2019	18-3127	1	
- Contentieux des travaux publics	S	ivicinone en defense du Departement du 27 juin 2017			
Département 15 juillet 2019	Dysfonctionnement de l'installation de chauffage-climatisation de l'Hôtel du Département. Exploration d'une nouvelle voie de droit en recherche en responsabilité des intervenants à l'opération de construction	° Tribunal Administratif : Action du Département en réparation des dysfonctionnements de l'installation assortie d'une demande de mesures d'expertise complémentaires.	14-2792	2	
Contentieux de la responsabilité	<u> </u>				
M. X Tiers parent 18 janvier 2018	Action en indemnisation du préjudice subi du fait des modalités de fonctionnement des services de placement de l'aide sociale à l'enfance.	° <i>Tribunal administratif :</i> Mémoire en réponse du Département le 22 juillet 2019	18-272	3	
– Contentieux liés à un ouvrage public					
Propriétaire riverain 11 décembre 2018	Contentieux « ouvrages d'art/ Travaux publics » Action en annulation de la décision administrative du 7 septembre 2018 refusant la pose d'une barrière de sécurité et la limitation de la vitesse sur la RD 21	° <i>Tribunal Administratif :</i> 22 août 2019 : mémoire en défense du Département	18-5852	4	

Reçu en préfecture le 10/12/2019

Affiché le 10/12/2019



		ID	ID: 082-228200010-20191016-CD2019101		
Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° tribunal	N° ordre	
- Contentieux des aides et prestations et contentieux connexes (Aide sociale à l'enfance, Aide sociale aux personnes âgées, Aide Personnalisée d'Autonomie -APA-, revenu de solidarité ctive -RSA-, obligation alimentaire)					
5-1 – Aide sociale à l'enfance					
M. X (mineur isolé) 2 mai 2018	Contentieux de l'admission à l'aide sociale à l'enfance Action en contestation de la décision administrative de refus d'accueil au titre de la protection de l'enfance	Tribunal administratif : Mémoire en défense du Département le 24 juillet 2019	18-2113	5	
5-2 – Aide sociale					
Département 7 juin 2019 1ère affaire	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais de placement (dossier Mme Y)	Tribunal de Grande Instance de Montauban En cours d'instruction		6	
Département 7 juin 2019 2ème affaire	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais de placement (dossier Mme Z)	Tribunal de Grande Instance de Montauban En cours d'instruction		7	
Département 7 juin 2019 3ème affaire	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais de placement (dossier Mme X)	Tribunal de Grande Instance de Montauban En cours d'instruction		8	
Département 7 juin 2019 4ème affaire	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais de placement (dossier Mme Y)	Tribunal de Grande Instance de Montauban En cours d'instruction		9	
Département 7 juin 2019 5ème affaire	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais de placement (dossier M. Z)	Tribunal de Grande Instance de Montauban En cours d'instruction		10	
Département 7 juin 2019 6ème affaire	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais de placement (dossier M. X)	Tribunal de Grande Instance de Montauban En cours d'instruction		11	
Département 7 juin 2019 7ème affaire	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais de placement (dossier M. Y)	Tribunal de Grande Instance de Montauban En cours d'instruction		12	
Département 18 juin 2019	Demande de déclaration de succession vacante. Récupération frais de placement (dossier Mme Z)	Tribunal de Grande Instance de Montauban En cours d'instruction		13	

Reçu en préfecture le 10/12/2019

Affiché le 10/12/2019



			ID: 082-228200010-20191016-CD20	
emandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° tribunal	N° ord
Demandeur Tuteur 21 novembre 2018	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Dossier de placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (M. X).	Tribunal de Grande Instance de Montauban Jugement du 2 juillet 2019 : sursis à statuer dans l'attente de la décision du Juge aux affaires familiales	19-0037	14
Préfet de Tarn-et- Garonne 19 mars 2018	Aide sociale à l'hébergement – Définition du domicile secours (dossier M. Y)	Commission centrale d'aide sociale Appel formé par le Département auprès du Tribunal Administratif de Paris (nouvellement compétent au 1 ^{er} janvier 2019) Jugement le 24 mai 2019 : la dépense d'aide sociale est à la charge de l'État	18-147 19-1260	15
Mme Z 16 juillet 2018	Aide sociale à l'hébergement – Contestation décision de rejet. (dossier Mme Z)	Commission départementale d'aide sociale du 7 décembre 2018 : annulation de la décision de rejet – Appel formé par le Département de Tarn-et-Garonne Cour administrative d'appel de Paris le 22 janvier 2019 – En cours d'instruction		16
3-Obligation alimentaire				
Département 82 4 mars 2019	Fixation de la participation des obligés alimentaires. Placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier M.X)	Juge aux affaires familiales - Tribunal de Grande Instance de Montauban Jugement rendu le 28 juin 2019 : répartition de la participation entre les obligés alimentaires	RG 19 00287	17
Département 82	en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier M.	Instance de Montauban Jugement rendu le 28 juin 2019 : répartition de la		17
Département 82 4 mars 2019 Département 82	en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier M. X) Fixation de la participation des obligés alimentaires. Placement en établissement d'accueil pour personnes âgées (dossier Mme	Instance de Montauban Jugement rendu le 28 juin 2019 : répartition de la participation entre les obligés alimentaires Juge aux affaires familiales – Tribunal de Grande Instance de Montauban (jugement non rendu)	00287 RG 19	

Reçu en préfecture le 10/12/2019

Affiché le 10/12/2019



			ID: 082-228200010-2019	1016-CD20191016 ₋
Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° tribunal	N° ordre
Mme X 12 octobre 2017	Action en contestation de refus de droit RSA	Tribunal administratif Mémoire en réponse du Département le 21 juin 2018 Jugement le 13 mai 2019 : annulation de la mesure de recouvrement de l'indu. Décision du Département de ne pas faire appel	17-4703	21
M. Y 16 octobre 2017	Action en contestation d'un refus de remise de dette	Tribunal administratif Mémoire en réponse du Département le 22 juin 2018 Jugement le 13 mai 2019 : rejet de la requête	17-4770	22
Mme Z M. X 2 décembre 2017	Action en contestation de refus de droit RSA – Fraude	Tribunal administratif Mémoire en réponse du Département le 21 février 2019 Jugement le 20 mai 2019 : annulation de la décision de refus et réexamen des droits à compter du 1 ^{er} janvier 2014 Décision du Département de ne pas faire appel	17-5600	23
Mme Y 2 mai 2018	Action en contestation d'un refus de remise de dette	Tribunal administratif Mémoires en réponse du Département les 13 juillet 2018 et 16 mai 2019 Jugement le 28 juin 2019 : rejet de la requête	18-1877	24
Mme Z 11 mai 2018	Action en contestation d'un refus de remise de dette	Tribunal administratif Mémoire en réponse du Département le 9 juillet 2018	18-2139	25
Mme X 21 mars 2018	Action en contestation de refus de droit RSA	Tribunal administratif Mémoire en réponse du Département le 13 décembre 2018 Jugement le 28 juin 2019 : rejet de la requête	18-1488	26
M. Y 26 avril 2018	Action en contestation d'un refus de remise de dette	Tribunal administratif Mémoire en réponse du Département le 30 novembre 2018 Jugement le 28 juin 2019 : rejet de la requête	18-1920	27
Mme Z 30 mars 2018	Action en contestation d'un refus de remise de dette-Fraude	Tribunal administratif Mémoire en réponse du Département le 24 juillet 2018 Jugement le 28 juin 2019 : rejet de la requête	18-1651	28

Reçu en préfecture le 10/12/2019

Affiché le 10/12/2019



			ID: 082-228200010-2019	1016-CD20191016
Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° tribunal	N° ordre
Mme X 6 avril 2018	Action en contestation d'un refus de remise de dette et rejet recours administratif	Tribunal administratif Mémoire en réponse du Département le 19 octobre 2018 Jugement le 28 juin 2019 : rejet de la requête En attente d'un éventuel appel de la requérante	18-1570	29
Mme X 20 juillet 2018	Action en contestation du recouvrement de l'indu de prestation	Tribunal administratif Mémoire en réponse du Département le 29 octobre 2018 Jugement le 28 juin 2019 : annulation de la mesure de recouvrement de l'indu pour vice de forme Décision du Département de ne pas faire appel	18-3389	30
Mme X 12 septembre 2018	Action en contestation du bien-fondé de la sanction administrative et du recouvrement de l'indu	Tribunal administratif Mémoire en réponse du Département le 9 novembre 2018 Jugement le 28 juin 2019 : annulation de la mesure de recouvrement de l'indu pour vice de forme Décision du Département de ne pas faire appel	18-4255 18-3836	31
Mme Y 15 mai 2018	Action en contestation d'un refus de remise de dette	Tribunal administratif Mémoire en réponse du Département le 2 août 2018 Jugement le 28 juin 2019 : rejet de la requête	18-2280	32
M. Z 11 janvier 2018	Action en contestation de refus de droit RSA	Tribunal administratif Mémoire en réponse du Département le 25 juillet 2019	18-0096	33
Mme X 30 janvier 2018	Action en contestation d'un refus de remise de dette	Tribunal administratif Mémoires en réponse du Département les 8 janvier 2019 et 13 juin 2019 Jugement le 28 juin 2019 :annulation de la mesure de recouvrement de l'indu. Décision du Département de ne pas faire appel	18-0376	34
Mme Y 2 mai 2018	Action en contestation d'un refus de remise de dette	Tribunal administratif Mémoire en réponse du Département le 10 mai 2019 Envoi de pièces complémentaires le 16 mai 2019 Jugement le 28 juin 2019 : rejet de la requête	18-1877	35
Mme Z 3 mai 2018	Action en contestation d'un refus de remise de dette	Tribunal administratif Mémoire en réponse du Département le 24 mai 2019	18-1871	36

Reçu en préfecture le 10/12/2019

Affiché le 10/12/2019



			ID: 082-228200010-2019	1016-CD20191016 ₋
Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° tribunal	N° ordre
M. X 3 mai 2018	Annulation amende fraude	Tribunal administratif Mémoires en réponse du Département les 3 juillet 2018 et 24 avril 2019	18-2123	37
M. Y 19 juin 2018	Action en contestation	Tribunal administratif Mémoire en réponse du Département le 25 juillet 2019	18-2861	38
Mme Z 22 août 2018	Action en contestation d'un refus de remise de dette	Tribunal administratif Mémoire en réponse du Département le 11 octobre 2018 Jugement le 6 juin 2019 : rejet de la requête	18-3397	39
Mme X 12 septembre 2017	Action en contestation d'un refus de remise de dette	Tribunal administratif Mémoire en réponse du Département le 24 août 2018 Jugement le 6 juin 2019 : rejet de la requête	17-3628	40
M. Y 30 octobre 2018	Action en contestation d'un refus de remise de dette	Tribunal administratif Mémoire en réponse du Département le 24 décembre 2018 Jugement le 6 juin 2019 : annulation de la mesure de recouvrement de l'indu (décision du 24 août 2018)	18-4791	41
M. Z 6 novembre 2018	Action en contestation d'un refus de remise de dette	Tribunal administratif Mémoires en réponse du Département les 6 février 2019, 21 juin 2019 et 25 juillet 2019	18-5202	42
Mme X 7 novembre 2018	Action en contestation d'un refus de remise de dette	Tribunal administratif Mémoires en réponse du Département les 7 juin 2019, 17 juillet 2019 et 24 juillet 2019	18-5221	43
M. Y 14 decembre 2018	Action en contestation d'un refus de remise de dette	Tribunal administratif Mémoires en réponse du Département les 25 février 2019 et 20 août 2019	18-5941	44
M. Z 20 février 2019	Action en contestation d'un refus de l'attribution du RSA	Tribunal administratif Mémoires en réponse du Département les 17 mai 2019 et 19 juin 2019	19-1001	45

Reçu en préfecture le 10/12/2019

Affiché le 10/12/2019



			D: 082-228200010-2019	1016-CD20191016_
Demandeur et date de la requête	Problématique	Procédure	N° tribunal	N° ordre
Mme X 29 mars 2019	Action en contestation d'un refus de l'attribution du RSA	Tribunal administratif Mémoire en réponse du Département le 15 mai 2019	19-1665	46
Mme Y 26 avril 2019	Action en contestation d'un refus de remise de dette	Tribunal administratif Mémoire en réponse du Département le 10 mai 2019	19-2229	47
M. Z 21 mai 2018	Action en contestation de la décision de réduction de 50% de l'allocation pour non respect des obligations d'insertion	Tribunal administratif Mémoire en réponse du Département le 12 juillet 2019	19-2754	48
6-Carte mobilité inclusion-perso	nnes handicapées			
M. X 18 juin 2019	Action en contestation de la décision du rejet de la carte mobilité inclusion -mention invalidité /priorité	Tribunal de Grande Instance de Montauban Mémoire en réponse du Département le le 22 août 2019 En cours d'instruction	DB3C-W-B7D- DGUE	49
Mme Y 5 juin 2019	Action en contestation de la décision de refus de la carte mobilité inclusion -mention Stationnement	Tribunal Administratif Mémoire en réponse du Département le 26 août 2019 En cours d'instruction	DB3C-W-B7D- DGN6	50
Mme Z 31 juillet 2019	Action en contestation de la décision de refus de la carte mobilité inclusion -mention Invalidité	Tribunal de Grande Instance de Montauban En cours d'instruction	DB3C-W-B7D- DHHC	51
Mme X 30 avril 2019	Action en contestation de la décision du rejet de la carte mobilité inclusion -mention invalidité /priorité	Tribunal de Grande Instance de Montauban En cours d'instruction	DB3C-W-B7D- DGEK	52
M. Y 26 juin 2019	Action en contestation de la décision du rejet de la carte mobilité inclusion -mention invalidité /priorité	Tribunal de Grande Instance de Montauban En cours d'instruction	DB3C-W-B7D- DGYY	53